

L'INDICATEUR ÉCONOMIQUE DU BIOALIMENTAIRE

Direction des études et des perspectives économiques



Juillet 2014

SURVOL ÉCONOMIQUE AGRICOLE AU QUÉBEC : ÉTAT DE SITUATION ET PERSPECTIVES 2014

CONTEXTE ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL

Caractérisée par un ralentissement amorcé en 2011, l'activité économique mondiale s'est néanmoins affermie au cours de la deuxième moitié de 2013. L'impulsion est venue des pays avancés, en particulier des États-Unis, selon le Fonds monétaire international (FMI). Aux États-Unis, les indicateurs ont toutefois affiché des résultats plutôt modestes au début de 2014, notamment un repli du produit intérieur brut (PIB), qui seraient en grande partie attribuables aux conditions climatiques hivernales exceptionnellement mauvaises mais de nature temporaire.

La zone euro, pour sa part, émerge peu à peu de la tourmente avec une légère hausse de son économie au quatrième trimestre de 2013 et au premier trimestre de 2014, selon l'Eurostat. Dans les pays émergents et les pays en développement, le ralentissement des dernières années résulte en partie de la diminution de la demande pour leurs exportations vers les pays les plus développés. La croissance s'est quand même légèrement accentuée au deuxième semestre de 2013.

Fortement dépendante de ses exportations, l'économie canadienne a connu un taux de croissance à peine supérieur à celui des États-Unis en 2013, c'est-à-dire de 2 %. Les données provisoires relatives au premier trimestre de 2014 indiquent une progression de 2,2 % par rapport à la même période de 2013. Au Québec, la croissance du PIB a été de 1,1 % durant l'année 2013. Au cours du premier trimestre de 2014, le PIB au Québec a affiché une progression de 1,3 % par rapport à la même période de 2013.

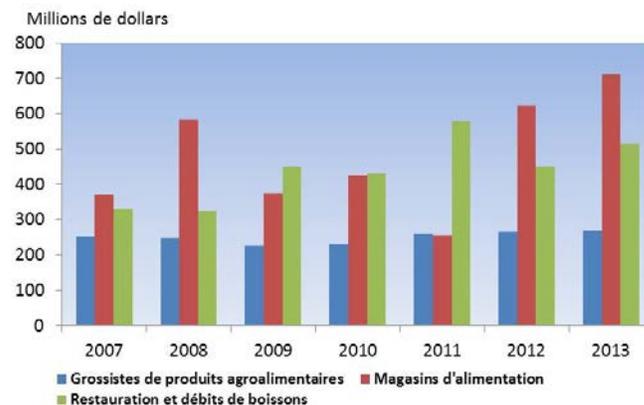
Sur le plan bioalimentaire, une augmentation de 3 % du PIB a été observée au Canada en 2013. Cette hausse est en bonne partie attribuable aux céréales et aux oléagineux, qui ont connu une année exceptionnelle. Au Québec, le PIB bioalimentaire est estimé à 22 milliards de dollars, ce qui serait environ 1 % de moins que celui de 2012.

Maintien des acquis des récentes années dans le secteur bioalimentaire québécois

Dans l'ensemble, le secteur bioalimentaire au Québec a tout de même maintenu ou amélioré ses acquis des récentes années. Ainsi, les ventes des entreprises agricoles ont augmenté, tout comme la valeur des débarquements maritimes. Les livraisons manufacturières de l'industrie de la transformation bioalimentaire ont, pour leur part, connu une légère baisse. Les exportations internationales bioalimentaires, évaluées à 6,0 milliards de dollars, se sont accompagnées d'une balance commerciale positive. Quant à la demande alimentaire intérieure, en hausse de 1,6 %, elle s'est établie à 38 milliards de dollars.

Par ailleurs, les dépenses en immobilisations dans le secteur bioalimentaire québécois se sont élevées à 2,6 milliards de dollars en 2013 selon des données provisoires, soit 450 millions de plus que la moyenne des cinq dernières années. Elles ont surtout été propulsées par les magasins d'alimentation et la restauration, où elles ont connu une expansion de 14 % en 2013.

Dépenses en immobilisations dans les services bioalimentaires au Québec



Sources : Statistique Canada et compilation du MAPAQ.

Une éclaircie envisagée pour 2014

L'année 2014 peut être envisagée avec un certain optimisme. Une amélioration de la croissance économique au Québec, se situant entre 1,7 % et 1,9 % selon les institutions financières canadiennes, un taux de change plus avantageux, notamment par rapport au dollar américain, et les investissements importants des dernières années dans le secteur bioalimentaire devraient favoriser les activités dans ce secteur.

Sur les marchés d'exportation bioalimentaire du Québec, le contexte est aussi à l'optimisme, même s'il est prudent. Les États-Unis ont désormais récupéré l'ensemble des emplois qui ont été perdus lors de la récession et, depuis 2012, la valeur du patrimoine immobilier des ménages y poursuit son redressement. En 2014, la croissance économique devrait bénéficier des investissements privés, qui affichent une relance encourageante depuis quatre ans. En outre, en vertu d'une entente bipartite conclue en décembre 2013, l'impact des restrictions budgétaires gouvernementales sur la croissance américaine devrait être moindre en 2014. La politique monétaire américaine accommodante continuera également d'y soutenir l'activité économique.

Par ailleurs, la croissance devrait être positive, bien qu'à échelle variable, à travers la zone euro. Elle devrait être plus vigoureuse dans les pays situés au cœur de la zone, mais plus faible dans les pays caractérisés par une dette privée et publique élevée. Cette dette pèsera sur la demande intérieure au même titre que les défis rencontrés par le système bancaire européen, qui réduisent la portée des faibles taux d'intérêt décrétés par les autorités monétaires. Le FMI s'attend néanmoins à un retour à une croissance économique de 1,2 % en 2014.

Les pays émergents et les pays en développement continuent de représenter plus des deux tiers de la croissance mondiale et leur expansion devrait s'améliorer, quoique légèrement, en 2014. Cette amélioration reposera sur la progression des exportations, en raison de la dépréciation de la devise de certains de ces pays et de l'affermissement de l'activité dans les pays avancés.

CONDITIONS DU MARCHÉ AGRICOLE

Si les sommets du prix des céréales ont attiré l'attention au cours des récentes années, ce sont les prix de référence nord-américains des viandes rouges qui sont à l'avant-plan sur les marchés agricoles en 2014. L'envol des prix des viandes, qui s'observe jusque dans les comptoirs, tient à la fois de l'évolution de facteurs structurels sur les marchés des denrées, ainsi que de leur conjugaison avec des événements ponctuels.

En effet, depuis 2007, les éleveurs américains de bovins ont réduit leurs troupeaux de 10 %, sous la pression du relèvement structurel du prix des grains et de la détérioration des pâturages affectés par des conditions de sécheresse. Parallèlement, la demande outre-mer de viandes rouges poursuit un inexorable mouvement à la

hausse, même s'il est parsemé de fluctuations au gré des épizooties affectant les troupeaux, des aléas financiers que connaissent certains pays et de l'apparition momentanée de barrières phytosanitaires sur certains marchés.

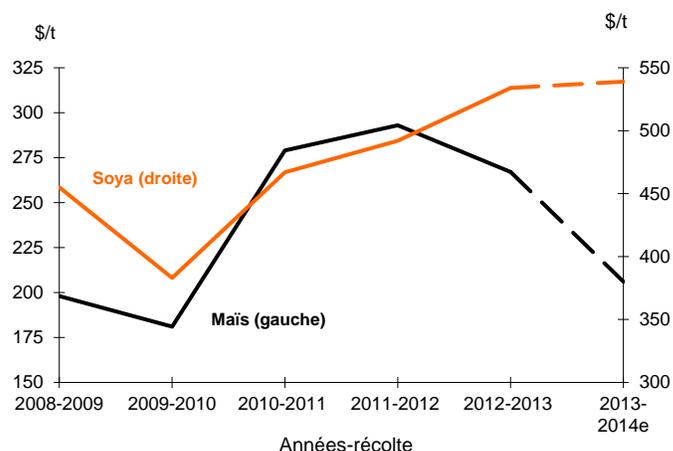
Le prix du bœuf étant élevé pour les consommateurs, la demande américaine pour la viande de porc a été vigoureuse en 2013. Dans ces circonstances, les dommages causés par la diarrhée épidémique porcine au cheptel de porcs aux États-Unis se sont traduits par un relèvement majeur des prix de référence pour cette viande durant les premiers mois de 2014.

Céréales et oléagineux

Du côté des grandes cultures, l'ampleur de la récolte américaine de maïs de l'automne 2013 a mis un terme à la flambée du prix des grains. Rappelons que ce dernier avait culminé avec l'importante sécheresse de 2012 aux États-Unis. Dans l'ensemble, le prix des céréales a diminué depuis le milieu de 2013.

Dans le cas du maïs, la récolte de l'automne 2013 se négocie à des prix inférieurs à ceux des trois récoltes précédentes. Il faut noter toutefois que ces prix ne sont pas redescendus jusqu'à leur niveau de la première moitié des années 2000, par exemple 150 dollars la tonne ou moins au Québec. Ils sont plutôt revenus à ce qu'ils étaient avant les trois années de mauvais rendement à l'hectare aux États-Unis, c'est-à-dire lors des récoltes de 2010 à 2012. Au Québec, le prix du maïs dans les centres régionaux s'est généralement situé entre 180 \$ et 230 \$ la tonne entre septembre 2013 et mai 2014, comparativement à une fourchette de 240 \$ à 290 \$ la tonne entre janvier et août 2013.

Prix observés dans les centres régionaux au Québec



Note : L'année-récolte 2013-2014 commence avec la récolte de l'automne 2013.

Sources : Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec et compilation du MAPAQ.

Pour sa part, le prix du soya s'est davantage maintenu, en raison notamment de la vigueur de la demande étrangère sur les marchés mondiaux, particulièrement les importations de la Chine. Au Québec, il est généralement demeuré au-dessus de 500 \$ la tonne en 2013 et durant la première moitié de 2014.

Pour les producteurs de grandes cultures, c'est peut-être la fin de la récente flambée des prix, mais ces derniers demeurent quand même à des niveaux élevés sur le plan historique.

Perspectives de récolte en 2014

Les prix auxquels se négocieront les prochaines récoltes de maïs et de soya au Québec seront largement tributaires des volumes qui seront récoltés cette année aux États-Unis. À cet égard, les conditions observées à la mi-juin dans les régions productrices laissent toujours poindre la possibilité que la récolte américaine égale son niveau record de l'an dernier dans le cas du maïs et qu'elle établisse un nouveau record dans le cas du soya.

D'une part, l'évolution récente des prix relatifs, un peu plus favorable au soya, s'est traduite par une augmentation des superficies consacrées à cette culture aux États-Unis en 2014. Elle a été observée en remplacement, entre autres, de superficies précédemment consacrées au maïs. D'autre part, tant pour le maïs que pour le soya, la proportion des cultures en bon ou en excellent état était supérieure, à la mi-juin, à la moyenne observée au cours des dernières années à pareille date. À moins que les conditions météorologiques ne soient particulièrement défavorables au cours de l'été, l'United States Department of Agriculture (USDA) projette une amélioration des rendements à l'hectare pour cette année. Dans le cas du maïs, l'amélioration serait suffisante pour que la production américaine en 2014 soit équivalente à celle de l'an dernier, malgré la baisse des superficies ensemencées. Dans ces circonstances, les volumes récoltés permettraient de répondre à la demande prévue et de regarnir les stocks de report américains pour le maïs et le soya.

Ainsi, le scénario le plus probable envisagé par les analystes implique des perspectives de prix légèrement à la baisse pour la prochaine récolte de maïs. Dans le cas du soya, la récolte de 2014 au Québec pourrait se négocier à des prix inférieurs à 500 \$ la tonne. Il est à noter que, si les conditions climatiques se détériorent durant l'été et affectent les perspectives de rendement à l'hectare aux États-Unis, les récoltes de 2014 se négocieront à des prix supérieurs à ceux prévus.

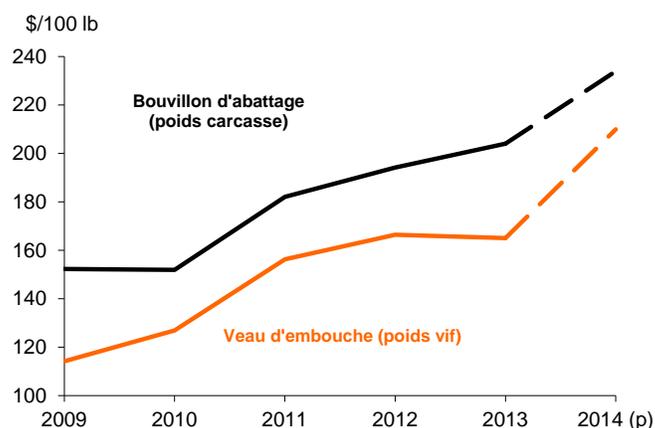
Productions animales

En 2013, les éleveurs de bovins et de porcs ont bénéficié de prix de vente élevés. L'offre demeure plutôt restreinte à l'échelle nord-américaine, comme il a été décrit précédemment, ce qui favorise un relèvement de ces prix en 2014. Les marchés à terme et les analystes nord-américains sont d'ailleurs unanimes à ce sujet.

Le contexte de marché est d'autant plus favorable pour les éleveurs en 2014 que les coûts de l'alimentation animale devraient diminuer cette année, avec la fin de la flambée du prix des grains.

La fin de cette flambée stimule notamment la demande nord-américaine de veaux d'embouche destinés à l'engraissement, ce qui contribue à soutenir les prix observés dans les encans spécialisés au Québec. Au cours des premiers mois de 2014, ces prix ont d'ailleurs été supérieurs à ceux observés pendant les mêmes mois en 2013.

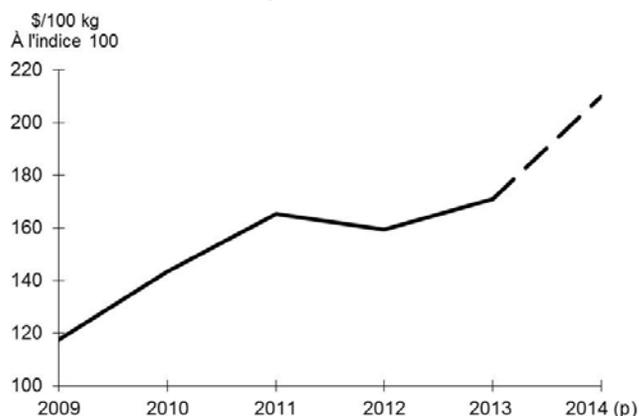
Prix des bovins au Québec



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Fédération des producteurs de bovins du Québec et compilation du MAPAQ.

Le prix du porc pourrait atteindre des niveaux records en 2014, en raison des dommages causés par la diarrhée épidémique porcine au cheptel américain. Au printemps, l'inventaire des porcs américains destinés à la commercialisation était inférieur de 4 % à celui noté l'an dernier à pareille date. Un dollar canadien se situant autour de 0,90 \$ US accentue par ailleurs l'effet à la hausse sur le prix du porc au Québec.

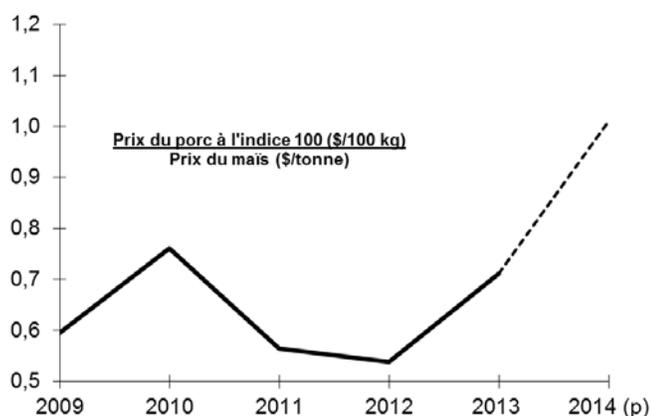
Prix du porc au Québec



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada et compilation du MAPAQ.

En fait, les perspectives des prix des grains et celles des prix consentis aux éleveurs permettent d'envisager en 2014 un contexte d'affaires plus favorable pour ces derniers qu'au cours des dernières années. Comme l'illustre l'évolution du ratio du prix du porc par rapport à celui du maïs, les conditions de marché pourraient afficher une nette amélioration en 2014. Rappelons que le contexte d'affaires pour les éleveurs a particulièrement été difficile durant les années associées aux sommets du prix des grains. Pour les éleveurs du Québec, les facteurs de risque à court terme consisteraient notamment en de mauvaises conditions climatiques affectant les récoltes américaines à venir en 2014.

Prix relatif du porc et du maïs au Québec (ratio)



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec et compilation du MAPAQ.

REVENUS AGRICOLES

Poursuite de la croissance des revenus de marché

Selon les plus récentes données diffusées par Statistique Canada, les recettes monétaires agricoles, incluant les paiements de programme, ont totalisé 8,3 milliards de dollars au Québec en 2013. Il s'agit, à peu de chose près, du même montant qu'en 2012.

La récente conjoncture a permis aux producteurs de tirer une plus grande part de leurs revenus totaux en provenance du marché. En effet, en excluant les paiements de programme, les recettes provenant du marché ont augmenté de 3 % en 2013 au Québec pour atteindre 7,8 milliards de dollars.

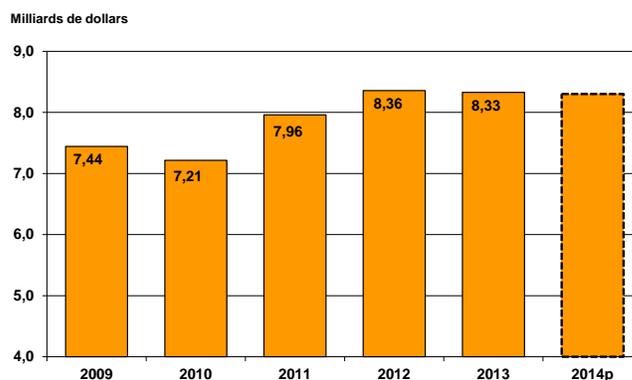
En particulier, les recettes monétaires provenant du marché ont atteint 2,7 milliards de dollars dans l'ensemble des productions végétales, et ce, malgré le repli du prix des céréales à compter du milieu de l'année 2013. Elles ont ainsi enregistré une croissance de 4 % par rapport aux recettes de 2012. Il est à noter que les recettes ont notamment augmenté de 78 millions de dollars dans la production acéricole en 2013. Pour leur part, les recettes combinées du soya et du maïs sont demeurées au même niveau que celui de 2012, soit 1,2 milliard de dollars.

De leur côté, les recettes monétaires des productions animales ont augmenté de 3 % pour s'établir à 5,1 milliards de dollars au Québec en 2013. La hausse a atteint 6 % dans le secteur de la volaille et des œufs, 5 %, dans le secteur de la production porcine et 2 %, dans celui de la production bovine. Principale production au Québec avec des recettes de 2,2 milliards de dollars, la production laitière a, pour sa part, enregistré une augmentation de 1 % à ce chapitre en 2013. Secteur sous gestion de l'offre, les revenus de cette production sont moins exposés aux fluctuations du marché.

Sur la base des prix observés depuis janvier dernier et de leurs perspectives pour le reste de l'année, les recettes monétaires agricoles au Québec devraient atteindre en 2014 un niveau comparable à celui de 2013. En particulier, la croissance probable des recettes monétaires dans les productions porcine et bovine devrait compenser la réduction envisageable pour les grandes cultures en 2014. En effet, à moins qu'il n'en soit autrement en raison des conditions climatiques américaines au cours de l'été, la fin de la flambée du prix des grains devrait se traduire par des recettes de marché un peu moins élevées dans des secteurs tels que ceux du maïs et du soya.

Les résultats du premier trimestre de 2014 vont d'ailleurs en ce sens. Les recettes monétaires tirées du marché se sont accrues de 5 % dans les productions animales au Québec, comparativement à la même période de 2013. Pour leur part, les recettes des productions végétales ont diminué de 4 % durant cette période. Dans l'ensemble des productions agricoles, les recettes monétaires tirées du marché ont augmenté de 2 % au premier trimestre de 2014.

Recettes monétaires agricoles au Québec



Sources : Statistique Canada, CANSIM : tableau 002-0001, et compilation du MAPAQ.

Dépenses et trésorerie

Les dernières données de Statistique Canada indiquent que les dépenses d'exploitation agricoles se sont chiffrées à 6,4 milliards de dollars en 2013 au Québec, ce qui représente une hausse de 107 millions ou de près de 2 % par rapport à 2012. C'est au titre de la main-d'œuvre, des intérêts et de l'achat d'animaux que les dépenses ont le plus contribué à cette augmentation. La

fin de la flambée du prix des grains a, pour sa part, fourni un certain répit aux éleveurs, dont les dépenses au titre de l'alimentation animale avaient atteint un sommet en 2012. Ce principal poste de dépenses au Québec, avec 1,6 milliard de dollars, a ainsi affiché une diminution de 2 % en 2013.

Ainsi, le revenu monétaire net, qui correspond à l'excédent des recettes monétaires sur les dépenses d'exploitation, s'est chiffré à 2,0 milliards de dollars en 2013. C'est 160 millions de plus en moyenne qu'au cours des cinq années précédentes. Il est à noter aussi que les recettes monétaires que les producteurs ont tirées du marché en 2013, soit 7,8 milliards de dollars, ont à elles seules dépassé la somme de leurs coûts d'exploitation et d'amortissement, qui ont totalisé 7,2 milliards. C'est d'ailleurs le cas depuis 2010.

Le revenu agricole net des producteurs au Québec, qui prend en compte l'amortissement et la valeur de la variation des stocks, s'est estimé à 1,25 milliard de dollars en 2013, ce qui est tout juste en deçà de celui de 1,3 milliard observé en 2012. Ce résultat est supérieur de 258 millions à la moyenne des cinq années précédentes.

À moins d'imprévus d'ici la fin de l'année, le contexte s'annonce favorable à ce que le revenu agricole net demeure élevé en 2014 au Québec, en comparaison des

récentes années. Comme il a été décrit précédemment, les recettes monétaires devraient, dans l'ensemble, se maintenir à un niveau comparable à celui de l'an dernier. D'autre part, si les récoltes américaines répondent aux attentes cet automne, les coûts d'alimentation pour les éleveurs pourront, cette année, totaliser un montant inférieur à celui de 2013.

Par ailleurs, aucun signe précurseur d'une hausse importante des coûts de l'énergie ne peut être observé à court terme. L'Energy Information Administration, aux États-Unis, projette un prix moyen de 108 \$ US en 2014 pour le baril de pétrole Brent, ce qui est équivalent au prix moyen de 2013. Compte tenu de l'évolution du taux de change en 2014, cela pourrait représenter une hausse de quelques dollars pour ce prix de référence, représentatif pour le Québec, une fois exprimé en dollars canadiens. Néanmoins, il faut rappeler que ce scénario demeure vulnérable aux risques géopolitiques associés à la région du Moyen-Orient. De même, tout problème lié à la logistique nord-américaine de transport et d'approvisionnement pourrait causer, comme cela a été le cas par le passé, des hausses momentanées du prix de certains combustibles. À titre d'information, le prix du gaz naturel s'est relevé de façon importante au début de 2014, en raison notamment de l'hiver particulièrement rigoureux qu'a connu le Nord-Est américain.

Revenu agricole net au Québec, de 2008 à 2013

	2008-2012*	2008	2009	2010	2011	2012	2013
En millions de dollars							
Recettes monétaires cultures	2 293,7	2 160,0	2 140,1	2 111,1	2 410,4	2 647,1	2 744,8
Recettes monétaires bétail	4 576,6	4 321,3	4 242,4	4 485,1	4 893,1	4 940,9	5 077,4
Recettes monétaires provenant du marché	6 870,3	6 481,3	6 382,5	6 596,2	7 303,6	7 588,1	7 822,2
Paiements de programme	838,9	1 092,0	1 060,3	617,2	655,5	769,3	505,7
Recettes monétaires agricoles totales	7 709,2	7 573,3	7 442,8	7 213,4	7 959,1	8 357,4	8 327,9
Dépenses d'exploitation nettes	5 913,3	5 940,2	5 816,6	5 498,6	6 047,0	6 264,3	6 371,0
Revenu monétaire net	1 795,8	1 633,0	1 626,2	1 714,7	1 912,1	2 093,1	1 956,9
Revenu net total**	996,4	754,3	790,8	983,5	1 140,5	1 312,7	1 254,7

* Moyenne des cinq années.

** Les résultats tiennent compte de l'amortissement et de la valeur de la variation des stocks.

Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 002-0001, 002-0005 et 002-0009 (zone en gris : prévisions d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour l'année 2013 [février 2014]), et compilation du MAPAQ.

Rédaction : Yvon Boudreau
Jornette Dangbédji
Yvon St-Amour

Direction des études et des perspectives économiques
Téléphone : 418 380-2100

14-0104